

9. *Une politique de non-recours à la première frappe devrait être suivie d'une politique de non-recours à une première frappe stratégique.*

Dans une de leurs propositions les plus audacieuses et les plus novatrices, les auteurs de l'article recommandent de faire suivre toute politique de non-recours à une première frappe par "une politique de non-recours à une première frappe stratégique, qui obligerait les États-Unis à ne pas employer d'armes stratégiques basées sur le territoire américain ou en mer pour lancer une première frappe". Comme le reconnaissent volontiers les auteurs, "l'adoption d'une politique de non-recours à une première frappe stratégique aurait des répercussions considérables. En premier lieu, il n'y aurait plus aucune raison logique de déployer des systèmes très vulnérables, comme le missile MX, qui ne survivraient pas à une première frappe. Ensuite, les critères d'attribution des cibles subiraient une modification profonde, tout comme les forces nécessaires pour détruire ces cibles. Les États-Unis n'auraient plus besoin de posséder la capacité d'anéantir un nombre considérable de cibles "durcies" soviétiques, car une frappe de riposte ne pourrait toucher qu'un nombre limité de ces dernières . . . Seule une première frappe désarmante aurait des chances de neutraliser les missiles soviétiques dans leurs silos." Les auteurs de "Back from the Brink" font ensuite remarquer qu'"avec les nouveaux critères de sélection des cibles, il ne serait plus aussi nécessaire de disposer de systèmes pouvant détruire des cibles durcies. En outre, d'autres systèmes d'armes comme le Trident D-5 deviendraient superflus, puisqu'ils servent essentiellement de complément aux armes de première frappe stratégique."

On voit donc pourquoi le principe du non-recours à la première frappe stratégique entraînerait des répercussions considérables dont l'examen dépasse le cadre du présent exposé, mais nous pouvons cerner certaines des grandes questions qui mériteraient un examen approfondi.

Le non-recours à la première frappe stratégique : scénarios d'escalade et de guerre. L'évolution qu'a connu l'arsenal nucléaire américain confère aux États-Unis plus de souplesse pour ce qui concerne l'attribution des cibles et la guerre nucléaire limitée. Par exemple, si l'Union soviétique devait lancer une attaque nucléaire limitée contre les forces américaines, les États-Unis seraient théoriquement en mesure de choisir une réplique qui n'entraînerait pas d'affrontement nucléaire généralisé. Mais d'après ce que nous savons de la doctrine stratégique soviétique, d'autres affirment que l'URSS n'opterait jamais pour une attaque nucléaire limitée; si Moscou devait lancer une attaque contre les États-Unis, il s'agirait

d'une attaque massive. Ainsi, une contre-attaque par les États-Unis serait dirigée contre des silos déjà vides. Qui plus est, tant et aussi longtemps que les États-Unis posséderont un potentiel anti-forces vulnérable, les Soviétiques seront incités à lancer une attaque préemptive massive en cas de crise. Il serait difficile de confirmer ou d'infirmer l'un ou l'autre de ces deux scénarios, mais chacun suppose la mise en oeuvre de moyens bien précis en vue de la mission à remplir. Pour ceux qui croient en la possibilité d'une guerre nucléaire limitée, un certain potentiel anti-forces est essentiel. Mais si une telle éventualité n'est pas réaliste, comme certains le prétendent, alors le potentiel anti-forces n'est pas nécessaire. Les partisans du non-recours à la première frappe défendent cette dernière position. Rappelons toutefois qu'en dernière analyse, leur optique procède d'un ensemble de convictions subjectives à propos de la nature de la guerre nucléaire et qu'elle est loin de faire l'unanimité.

Le non-recours à la première frappe stratégique : aspects moraux de la politique d'attribution des cibles. Supposons qu'une attaque nucléaire limitée ou une guerre risquant de mener à l'emploi de l'arme atomique soit imminente. Laquelle des options suivantes est justifiable sur le plan moral : attaquer les villes de l'ennemi, ou s'en prendre à ses forces militaires ? La majorité opterait pour la seconde en invoquant les principes de la guerre juste et de l'innocence des populations civiles,¹⁹ quoique l'emploi d'armes nucléaires sur le seul champ de bataille, surtout en Europe centrale, occasionnerait très certainement de graves dégâts et de lourdes pertes parmi les civils. Néanmoins, par principe, c'est l'option que préfère (à juste titre) la majorité des gens. Et dans la mesure où un potentiel de riposte souple et relativement rapide permet d'exercer cette option, c'est-à-dire d'attaquer les forces militaires de l'adversaire plutôt que les centres urbains, on est fondé à soutenir que ce potentiel mérite d'être conservé—en attendant du moins qu'on puisse abolir les armes nucléaires ou les remplacer par des moyens dissuasifs moins dangereux.

Ainsi, lorsqu'on évalue les avantages et les inconvénients de tel ou tel système d'armement, il ne faut jamais perdre de vue l'aspect *moral*, ni les outils traditionnels de la diplomatie stratégique, comme les techniques de gestion des crises et la limitation des armements. Les partisans du non-recours à la première frappe stratégique devraient réfléchir plus longuement à la portée morale de leur thèse et définir non seulement la nature des forces qui seraient déployées en vertu de leur proposition, mais aussi la façon dont elles seraient employées. Sinon, ils s'exposent à la critique de ceux qui les accuseront d'avoir échafaudé une théorie en définitive plus répugnante sur le plan moral que la doctrine de